



The Rwandan

Le Colonel Laurent Serubuga rend un hommage vibrant au Général Juvénal Habyarimana et témoigne sur sa vie et son action

avril 10, 2019



Certains des camarades du 5 Juillet 1973. De gauche à droite: Lt Col Bonaventure Ntibitura, Lt Col Bonaventure Buregeye, Lt Col Aloys Simba, Lt Col Fabien Gahimano, Col Laurent Serubuga, Lt Col Epimaque Ruhashya

A l'occasion du 25e anniversaire de son assassinat, la famille du Président Juvénal Habyarimana et ses proches ont organisé une messe en mémoire de l'illustre défunt.

Le 06 avril 2019 à 14h30 des centaines de fidèles rwandais et d'autres nationalités ont assisté à cette messe célébrée en la Cathédrale de la Résurrection Saint-Corbinien sise 21 Cours Mgr Romero , 91000 Evry, France. Parmi ceux qui ont pris la parole pour rendre hommage au Président Habyarimana, on notera l'adresse du Colonel Serubuga Laurent qui fut son

Chef d'Etat-Major de l'Armée jusqu'en juin 1992. Dans une brève allocution le Colonel Laurent Serubuga a indiqué que le Général Juvénal Habyarimana durant toute sa carrière militaire et politique a été guidé par la droiture, l'équité, l'amour et le respect de la population rwandaise sans distinction**(1)**.

Mais c'est lors des témoignages après les cérémonies protocolaires que le Colonel Serubuga a livré un témoignage dont le contenu consitue à nos yeux un document à verser dans les archives de l'histoire du Rwanda. Dans ce document d'une vingtaine de pages **(2)**, Le Colonel Serubuga revient notamment sur sa rencontre dans leur jeunesse avec Juvénal Habyarimana, comment ils ont tous les deux épousé la carrière militaire l'un en 1960 l'autre en 1961, comment ils ont mené cette carrière côte à côte dans les mêmes bureaux de l'Etat-Major de 1965 à 1992 sans discontinuer dont l'un était Chef et l'autre successivement G1, Adjoint, puis Chef en 1991.

Dans son témoignage le Colonel Serubuga donne des détails sur la nuit du 04 juillet 1973 pendant laquelle la Garde Nationale a opéré un coup d'Etat sans effusion de sang, la réaction du Président Habyarimana et de l'Etat-Major de l'Armée à l'attaque du Rwanda par le FPR le 01 octobre 1990, les tirs dans Kigali la nuit du 04 octobre 1990 et l'arrestation des "Ibyitso" qui en est suivie...etc. Bref, autant de details que seul le Colonel Serubuga est d'office l'une des seules voix autorisées et crédibles à donner.

Voici pourquoi nous avons jugé bon de faire partager à ceux qui ont soif de vérité historique sur l'histoire récente du Rwanda ce témoignage du Colonel Laurent Serubuga.

Bonne lecture.

Emmanuel Neretse

Bruxelles le 10 avril 2019

(1) Le mot de circonstance

Madame !

Nous les amis de votre famille sommes venus nous joindre à vos enfants pour vous renouveler notre amitié et notre soutien dans l'épreuve déchirante que vous endurez voilà déjà 25 ans.

La force de votre caractère force notre admiration.

Nous vous exhortons à persévérer et à rester digne et courageuse pour continuer à mettre en échec les attaques manichéennes des réseaux des complices des assassins de votre mari , père de vos enfants, notre frère et ami, notre chef et le père de la nation rwandaise victime d'une conspiration internationale qui a plongé le pays dans un cataclysme qui endeuilla toutes les familles rwandaises de l'époque.

Ces réseaux s'acharnent contre votre personne en remuant périodiquement des obscénités que déjà les juges du tribunal pénal international pour le Rwanda ont déjà disqualifiées et jetées dans les poubelles.

Ils se trompent lourdement car il n'est un secret pour personne que leurs manœuvres de diversion ne visent qu'à empêcher qu'éclate la vérité sur les vrais responsables de l'attentat du 06 avril 1994 contre le Falcon présidentiel. Ils s'attaquent à votre personne pour, à travers vous, salir la mémoire du Président Habyarimana mais là aussi ils se trompent grandement car l'œuvre du Président Habyarimana est immense et impérissable .Ils ne pourront jamais la réduire à leurs basses intentions. N'est-ce pas en effet qu'au début ils ont commencé à critiquer certaines de ses actions pour finalement y recourir .Je pense notamment à l'Umuganda et à l'Umuganura qu'ils maudissaient et appelaient de tous les noms pour finalement y recourir jusque à en revendiquer maintenant la paternité. Et quel ne fut leur empressement à détruire le centre culturel Franco-Rwandais en oubliant que celui-ci faisait partie du même lot que le Village Urugwiro devenu lui la tanière de leur pouvoir.

D'autres contrevérités absurdes inondent leur propagande dans les « Ingando » où leurs émissaires rivalisent de mensonges pour tromper les participants en racontant des aberrations on ne peut plus abjectes.

A ce sujet on peut citer le mensonge éhonté selon lequel en 1982 le Rwanda (Président Habyarimana) aurait refusé d'accueillir les réfugiés rwandais chassés par Milton Obote II.

La vérité est que le Président Milton Obote II revenu au pouvoir grâce à la victoire des troupes tanzaniennes sur celles d'Idi Amin Dada ,sur pression de son entourage représenté par son ministre à la Présidence Mr Rwakasisi furieux contre ceux qui ont aidé Amin Dada à renverser le pouvoir de Milton Obote I dont les principaux visés étaient les Bafumbira tutsi ougandais qui avaient excellé pour chasser les dignitaires du pouvoir de Milton Obote I à qui il reprochait d'avoir décimé les membres de sa famille et s'être accaparé des propriétés que sa famille avait hérité des colons anglais

(plantations de café, de thé, de cannes à sucre, des étendues de ranchs et de nombreux troupeaux de vaches et de moutons) que les squatters ne voulaient pas quitter il pressa le Président Milton Obote II à rétablir ceux qui rentrent avec lui dans leurs biens en chassant ces usurpateurs.

A cette époque je fus envoyé en mission à Kampala pour assister aux obsèques de l'ancien général Tito O'Jok chef d'Etat Major de l'Armée Ougandaise mort dans l'hélicoptère abattu par les rebelles de Museveni. J'étais porteur d'un message écrit du Président Habyarimana à son homologue ougandais.

A mon arrivée on m'annonça que je serai reçu avant les cérémonies et puis on m'annonça que le Président Milton Obote II me recevra après les cérémonies pour finalement me chuchoter à l'oreille pendant la cérémonie que la mère du défunt a demandé et obtenu que le Président Milton Obote II originaire de même colline que le défunt chez les Acholi accompagne pour l'enterrement privé en famille, que donc je serai reçu par le Ministre à la présidence de la République à qui je remettrai le message qu'il le lui remettra à son retour.

Quand j'en ai parlé à notre ambassadeur, à l'époque Augustin Nduwayezu, il m'a indiqué que c'était comme si la mission échoue car, me disait-il « vous allez être reçu par celui qui orchestre ces expulsions. Ne lui dites rien d'autres que les politesses d'usage. Ecoutez le. Ne posez aucune question »

Je me conformai à sa suggestion mais qu'est ce que je n'ai pas entendu d'insultes et de provocations contre Notre Président, contre les Banyarwanda et contre les Bafumbira etc.

Il était tellement excité jusqu'à baver qu'un moment je me demandais intérieurement si je n'étais pas en face d'un évadé de centre psychiatrique. Ses propos frisaient notoirement un délire mental !

J'ai passé en tout Vingt (20) minutes des plus gênantes de ma vie.

Pour revenir à la question des expulsions des rwandophones le Rwanda a protesté au près des organisations régionales et internationales en rappelant qu'à la conférence de Berlin certains territoires habités par des rwandophones ont été rattachés à l'Ouganda, s'il faut les renvoyer au Rwanda il faut remettre aussi la terre qu'ils habitaient avant d'être rattachés à l'Ouganda.

L'ONU et L'OUA ont donné raison au Rwanda et sommé Milton OBOTE II d'arrêter les expulsions et de reprendre les éléments expulsés d'identité ougandaise et ordonna au Rwanda d'accueillir ceux d'identité rwandaaise.

Donc faire croire que le Rwanda a en l'occurrence refusé d'accueillir les réfugiés rwandais est un gros mensonge.

De même on a raconté faussement dans les Ingando que le MRND(du Président Habyarimana) a décidé que les réfugiés rwandais devaient chercher à s'établir dans les pays d'accueillir. Cela aussi est faux la vérité est qu' en préparant le dernier congrès du MRND le comité central a préparé un projet envoyé aux organes inférieurs du Mouvement (les assemblées communales, les congrès

préfectoraux et les cellules spécialisées) pour recueillir leurs avis qui devaient éclairer les propositions à soumettre au congrès national.

Les organes inférieurs s'attelèrent à écouter leurs membres et le Président Habyarimana s'employa à son tour à recueillir les avis des amis dont certains, pour l'aider dans la recherche d'une solution à résoudre la question des réfugiés lui conseillèrent de recueillir l'avis des réfugiés qui allaient tenir un congrès à Sacramento aux USA.

Ils lui promirent de lui faciliter les contacts avec les organisateurs afin qu'il puisse y envoyer un émissaire.

Il y envoya son ministre des Affaires étrangères en la personne du Ministre Casimir Bizimungu.

Après avoir rassemblé les propositions des organes inférieurs et les avis des amis du Rwanda le comité central, comme il se doit, fit la synthèse des avis et en ce qui concerne la question des réfugiés il subsista deux positions qui furent soumises au congrès national pour les départager.

Après délibérations le congrès national retint l'option d'autoriser les réfugiés qui le veulent de rentrer dans leur pays librement.

C'est cette option que le Président Habyarimana communiqua à la communauté internationale à Washington le 29 septembre 1990 lors du sommet de l'enfance.

Ici encore l'allégation selon laquelle le MRND(Président Habyarimana) aurait privilégié l'établissement des réfugiés dans les pays d'accueil est une contrevérité.

Où est la logique des porte-voix de la clique au pouvoir à Kigali quand ,rentrés de l'étranger avec une connaissance approximative de la réalité politique du Rwanda des années 1960-1990 ,ils osent affirmer que le Président Habyarimana n'aimait pas et persécutait les tutsi alors que ces derniers ne cessent de regretter et réclamer la politique de paix et d'unité nationale qui leur a servi de boucliers et qui a aliéné Le Président Habyarimana nombre de ses anciens collaborateurs passés en dissidence ? De telles affirmations ne méritent que mépris et risée.

L'amateurisme avec lequel notre pays est dirigé l'a fait régresser gravement à tel point que certains fléaux qui avaient disparu grâce à l'action dynamique des autorités de la première et deuxième République notamment du Président Habyarimana ont refait surface en effet :

- les chiques(amavunja) qui avaient été éradiquées vers la fin des années 1950
- par hasard en même temps que la féodalité – sont revenus avec eux et font des ravages dans le pays.
- les huttes « Nyakatsi » qui avaient disparu grâce au programme « CHAR » que gérait le Ministre Augustin Kamoso et après lui Charles

Kanyamahanga ont réapparu pendant qu'on construit avec des fonds qui pleuvaient à gogo versés par ceux-là même qui cherchent à racheter leur responsabilité d'avoir manqué de secourir un peuple en danger et au lieu d'entreprendre des programmes visant les mêmes objectifs actualisés de la CHAR on construit des buildings inaccessibles à la population rwandaise ,qui les appelle d'ailleurs »Bannyahehe et Banyarahe ? ». Une grande partie de ces milliards versés pour reconstruire le Rwanda ne sert qu'à la gabegie et à payer des voyages sans aucun intérêt pour la population rwandaise.

- D'autre part grâce à l'umuganda les famines endémiques qui sévissaient périodiquement dans certaines régions du pays avaient été éradiquées mais actuellement elles ont refait surface et sont devenues la marque de fabrique du régime sous le nom de « Nzaramba » .
- Par ailleurs à son arrivée au pouvoir le Président Habyarimana avait réconcilié le Rwanda avec tous ses voisins alors qu'actuellement le Rwanda est à couteaux tirés avec tous ses voisins. Comment prétendre à une sécurité du pays avec une aberration pareille ?
- Le Président Habyarimana avec des moyens limités avait assuré une sécurité stable à son pays ,un développement endogène qui assurait un épanouissement notable à la population et des infrastructures de base à tel point que le Rwanda était relié à tous ses voisins par des routes bitumées, chaque préfecture dispose d'un palais moderne capable d'abriter tous les services qui la composaient, chaque commune d'un bureau moderne pour tous ses services, chaque commune avait au moins un centre de santé ,une école secondaire et des dessertes de liaison à l'intérieur et vers l'extérieur pour communiquer avec ses voisines .

Par amateurisme tout cela a été déconstruit et même la téléphonie rurale dont l'essor venait de désenclaver les milieux ruraux avant l'avènement de l'internet a été abandonnée . Pourtant on entend ici ou là des projets faisant fi de cette réalité où l'on commande et livre des ordinateurs dans des écoles sans connexion électrique. Ces cadeaux empoisonnés restent des années durant dans leurs emballages.

L'on pourrait de passer une semaine à relever les dégâts de l'amateurisme de la clique au pouvoir actuellement à Kigali.

Permettez moi de vous inviter à m'accompagner dans un geste solennel pour saluer la mémoire du Président Habyarimana ,celle de ceux qui l'accompagnaient et celle de toutes les victimes de la guerre consécutive à l'attentat qui lui a coûté la vie en nous inclinant respectueusement et en l'applaudissant.

(2) Temps forts de la carrière de Juvénal Habyarimana :

Le mot de circonstances que je viens de prononcer serait incomplet si je ne le complétais pas par le résumé de la riche carrière de Juvénal Habyarimana que j'ai côtoyée durant plus de trente années.

Je vous parlerai donc de sa carrière militaire qui fut concomitante à la mienne d'octobre 1965 à mai 1992.

Les éléments dont je vais parler peuvent être trouvés dans ceux que j'ai fournis à Marie Rose, à Jeanne, au Major Neretse et au Major Ntilikina et dans mes témoignages au TPIR dans Militaires I et II. Il m'a paru préférable que certains des éléments déjà publiés puissent l'être par d'autres car il aurait été indécent de ma part que je révèle leur occurrence dans l'état .

Vous m'excuserez de commencer par vous exposer les raisons qui sous-tendent mes relations profondes avec Juvénal Habyarimana.

Je n'ai pas connu Juvénal Habyarimana à l'école primaire j'ai appris à le connaître quand je terminais mon école primaire alors que lui venait de terminer sa troisième latine au collège St Paul chez les Barnabites à Bukavu.

Je venais de subir et réussir l'examen d'entrée au Groupe scolaire d'Astrida (Butare) mais le sélectionneur venait de me signifier que la section qui accueille les enfants de ma communauté n'accepte pas les enfants de mon âge. J'avais tenté également de passer l'examen d'entrée au Collège du Saint Esprit d'Usumbura (Bujumbura actuellement) là aussi le Père jésuite sélectionneur venait de me signifier qu'ils n'acceptent pas les enfants de mon âge . Tout espoir était entrain de m'échapper mais l'abbé Gaspard Simpenzwe homonyme de mon père Simpenzwe lui aussi m'avait repéré et faisait tout pour me trouver une place. Le recteur du petit séminaire de Nyundo vint faire passer l'examen d'entrée. Il arrive le soir et passe la nuit pour l'examen le lendemain. Il lui expose mon cas et celui de Bonaventure Buregeya . Le recteur lui répond qu'il lui répondra après correction des copies .L'abbé Gaspard vint nous haranguer pour la dernière fois en nous exhortant à faire notre possible pour maximiser notre chance.

Après correction le recteur nous appela et nous signifia que nous avons de bons résultats mais vu notre âge avancé il ne peut nous donner de chance qu'à une condition : Nous préparer pendant les vacances qui viennent le programme de la 6^e latine de latin ,de français et d'arithmétique pour lui permettre de nous exempter de la 7^e préparatoire. Il nous assura qu'il s'est mis d'accord avec l'abbé Gaspard pour nous y aider. Sans hésiter nous acceptons la suggestion salvatrice et le lendemain nous voyons arriver Juvénal Habyarimana pour dispense cette préparation qui nous servira de tremplin pour entamer la 6^e latine avec assurance et la terminons avec succès.

Après Juvénal Habyarimana a poursuivi et parachevé ses humanités et après avoir réussi son jury central à Léopoldville (Kinshasa actuellement) il s'inscrit à la nouvelle université de Lovanium à la faculté de médecine.

Nous ne le reverrons qu'en août 1961 quand nous assistons au 2^e congrès des Etudiants et élèves de l'Afrique central organisé à l'EO (Ecole d'Officiers de Kigali). Habyarimana revêt le grade de sergent. Les élèves de l'EO ont mission de sensibiliser les congressistes à la carrière militaire.

Je l'ai salué à l'entrée et après quelques exposés des orateurs je l'aborde pour avoir plus d'informations. Il me mit d'abord en garde en ces termes « Je sais que vous êtes capable de réussir mais ne vous précipitez pas. Réfléchissez d'abord avant de décider car si vous aimez la prêtrise ne changez pas mais si vous voulez seulement faire carrière pensez y la nuit et demain allez voir le commandant de l'Ecole et il va vous donner plus d'assurances »

J'étais avec mes condisciples de Rambura : Athanase Gatanazi, Bonaventure Buregeya et Sylvère Bishirandora je fais le tour pour leur demander ce qu'ils en pensaient. L'un des trois me menace en ces termes : « si vous osez ce sera une honte. Nous le dirons au recteur et vous ne pourrez plus réintégrer le séminaire »

Le lendemain je vais voir le commandant de l'EO et il m'encourage à m'inscrire aux tests avec la garantie que le Ministre de l'éducation interviendra pour me protéger si mes condisciples mettaient à exécuter leur menace.

Je passe les tests et j'ai la première note. Le sergent Juvénal Habyarimana vient me féliciter pour le résultat excellent 18 sur 20 et m'exhorte à persévérer dans le travail et me promet, en cas de besoin, des conseils, qu'il est à ma disposition.

Pour compléter ce beau tableau de bonnes relations j'ajouterai qu'après notre nomination, à cause de l'insuffisance de logements à Kigali, les Officiers de la deuxième promotion affectés à Kigali sont obligés de partager le logement avec ceux de la première promotion.

Moi je suis accueilli par le lieutenant Juvénal Habyarimana jusqu'en avril 1963 lorsque le lieutenant Epimaque Ruhashya se marie et occupe la maison que nous partagions avec le lieutenant Juvénal Habyarimana.

Alors que nous venions d'entrer à l'Ecole d'Officiers en août 1961 nous voyons tôt matin le résident spécial le colonel BEM Guy Logiest faire irruption dans notre restaurant et chuchoter à l'oreille du sergent Juvénal Habyarimana et partir précipitamment avec lui. Nous restons à nous demander ce qui lui arrive ! 20 minutes plus tard le sergent revient et nous dit qu'il allait témoigner sur l'embarquement du Mwami Kigeli V Ndahindurwa qui s'était infiltré dans Kigali pour mettre en embarras la tutelle et l'ONU qui préparaient les élections du referendum du 25 août 1961 visant à sa déchéance.

La tutelle et l'ONU avaient besoin d'un témoin rwandais neutre pour, si besoin, attester que Kigali a été évacué en hélicoptère de Kigali.

Le SLt Juvénal Habyarimana termine sa formation à l'EO et avec ses camarades de promotion ils prêtent serment le 30 décembre 1961. Ils partent pour le stage d'armes à l'Armée Belge pour 4 mois, de retour ils sont affectés

à diverses unités de la Garde Nationale, Juvénal Habyarimana est affecté au sein du Bn d'intervention de Kigali et nommé commandant de la 2e compagnie en instruction de base .

Il doit parachever la formation en cours de cette unité.

Le jour de l'Indépendance du Rwanda le 01 juillet 1962 ils sont à 6 mois de formation et ils vont défiler derrière leur commandant de compagnie porte-drapeau à cette occasion.

Le 01 juillet 1962 les Officiers de la première promotion sont nommés Lieutenant avec en tête Juvénal Habyarimana chef de la promotion.

Les organisateurs des cérémonies de l'Indépendance choisissent Juvénal Habyarimana pour hisser pour la première fois le drapeau rwandais à la hampe d'où venait d'être descendu le drapeau belge.

Entouré d'une section de policiers militaires et d'une clique de la musique militaire il commande les sonneries prévues « Au salut aux couleurs ».

Après avoir hissé l'exemplaire du drapeau national il reçoit des mains du Président Grégoir Kayibanda un deuxième exemplaire du drapeau rwandais qui va devenir le drapeau de commandement de la Garde Nationale. Il va rejoindre les unités de la Garde Nationale rangées en ordre pour le défilé le long de l'Avenue Centrale de Nyarugenge.

Il défilera comme porte-drapeau à la tête des unités de la Garde Nationale.

Ce drapeau trônera au bureau du Chef d'Etat Major de l'Armée à l'Etat Major et en 1977 il sera décoré du « Grand croix de l'ordre des mille collines »

A peine les cérémonies terminées le lieutenant Juvénal Habyarimana est mis à l'épreuve il est désigné pour affronter les Inyenzi qui ont attaqué le Rwanda à partir des Volcans et se sont infiltrés dans les forêts de Gishwati et de Mukura. Il reçoit sous son commandement pour remplir cette mission : la compagnie qu'il entraînait au Bn d'intervention en plus des militaires des camps militaires de Ruhengeri, de Gisenyi et de Kibuye. Il mobilise ensuite les chasseurs des communes Mukingo, Nkuli, Karago, Giciye, Gaseke, Ramba, Kivumu, Mabanza, Rutsiro, Kayove, Kanama, Mutura et Rwerere.

L'effort conjugué de toutes ces forces ratisse ces forêts en traquant tout élément perturbateur et la victoire finale fut d'encercler et d'attraper et de neutraliser une colonne des assaillants conduits par le tandem Mutimura-Jovita Nzamwita en direction de Kageyo dans Satinskyi pour parait-il y hisser le drapeau de l'UNAR en signe de victoire et faire ainsi avorter l'indépendance célébrée à peine trois jours avant.

Après avoir écrasée cette attaque des Inyenzi Lieutenant Juvénal Habyarimana rejoint sa garnison mais ce n'était pas pour se reposer car en ce moment les « Lumumbistes sévissant à Bukavu » veulent en découdre avec les paras commandos belges encore présent à Cyangugu et ils tirent sur tout ce qui

bougent du côté rwandais jusqu'à tuer le Préfet de Cyangugu D.Kalinijabo qui cherchait à calmer la situation à la frontière.

La tension est au maximum à cette frontière. Le commandant de la Garde Nationale comptant sur le passé de Juvénal Habyarimana qui a effectué ses études à Bukavu et connaît quelques rudiments de la langue vernaculaire locale (le Kiswahili) l'envoie pour tenter de calmer la situation.

Juvénal Habyarimana est désigné Commandant de place à Cyangugu. Il parvient à établir un contact avec les autorités de Bukavu et à calmer la situation.

Le calme revenu Juvénal Habyarimana est affecté à l'Etat Major de la Garde Nationale comme Officier adjoint appelé à reprendre le commandement de la Garde Nationale.

Le 23 juin 1963 il fait remise et reprise avec le lieutenant Colonel belge Josef Vanderstraeten.

Sitôt investi les Inyenzi ne tardent pas à lui imposer encore un baptême de feu et le 23 décembre 1963 ils attaquent le Bugesera et parviennent au Pont de Kanzenze.

Le capitaine Juvénal Habyarimana fait preuve de maîtrise de soi et de courage en organisant une contre-attaque vigoureuse qui anéantit l'assaut et rejette les rescapés dans leur sanctuaire burundais.

Mais c'était sans compter avec l'aveuglement des dirigeants Inyenzi qui avaient prévu des attaques simultanées dans la vaste forêt de savane du Bugesera, dans le Mutara et dans le Bugarama mais le capitaine Habyarimana vient d'être aguerri par les épreuves qu'il vient de traverser il organise son armée et répartit les unités en fonction des menaces.

La Garde Nationale mit fin à ses attaques en détruisant des colonnes de Mulélistes associés aux Inyenzi venus de Bujumbura qui tentaient de prendre la ville de Bukavu en passant par le Bugarama . Les unités de la Garde Nationale s'illustrèrent au pont de Bugarama où elles ont arrêté et décimé des colonnes de mullélistes-Inyenzi qui pourchassaient les troupes de l'ANC (Armée Nationale Congolaise) en débande dont le Général Joseph Désiré Mobutu alors Commandant en chef de l'ANC venait superviser l'opération et qu'il eut la désagréable surprise de les trouver dans cet état.

Il admira le courage de nos hommes et put réorganiser ses hommes et les convaincre d'imiter l'exemple de nos hommes il put finalement les relancer au combat.

Auréolé par ces victoires et profitant du calme plat du deuxième semestre 1964 et de l'année 1965 le Major Juvénal Habyarimana réorganisa , restructura, réarma la Garde Nationale .C'est courant 1965 qu' il acquit des armes et des munitions modernes à l'instar de celles qui équipaient l'Armée belge au

moment où il était en stage, ainsi toutes les vieilles armes héritées de la tutelle furent remplacées par les armes modernes .

La Garde Nationale sera donc armées par les fusils FAI, Les MAG, les Mitraillettes UZI, les mortiers 60mm et 81.

L'entraînement et les recrutements de cadre et de la troupe furent intensifiés. Cependant tout n'était pas rose au tour du commandant de la Garde Nationale. Des collusions des caractères trempés se multipliaient avec le Ministre de la Garde Nationale (Cas Capt Nsekaliye, cas Muramutsa et cas Lizinde) . Elles ne pouvaient pas durer sans distraire le commandement de la Garde Nationale.

Le Président Kayibanda toujours à l'écoute se saisit de la situation et apporta la solution appropriée en retirant la responsabilité du Ministère de la Garde Nationale à Mr Calliope Mulindahabi et en confiant le nouveau ministère de la Garde Nationale et de la police au Major Juvénal Habyarimana lui qui connaît les Officiers concernés.

Le nouveau ministre reçut en plus de poursuivre la vigilance sur la sécurité du pays et de consolider la réorganisation de la Garde Nationale , la mission de réorganiser et restructurer la Police Nationale afin d'en faire une force solide capable d'assurer l'ordre et la sécurité intérieur du pays pendant que la Garde Nationale s'occupe de la sécurité du territoire.

Il s'attela à ces tâches avec zèle et détermination.

Toutefois ne travaillant pas dans un vase clos son action allait se heurter à des facteurs exogènes du contexte politique qui impactèrent gravement le moral , la cohésion légendaire des cadres militaires en effet l'évènement de l'éviction du Parti MDR-Parmehutu des leaders politiques de première heure ne laissa pas indifférents leurs supporters parmi les cadres militaires .

C'est pourquoi, d'après le procureur de la République à l'époque, on a attribué la tentative du coup d'Etat du capitaine Muramutsa à la volonté de venger leurs anciens soutiens.

Cela a gravement compromis la confiance que le public avait envers son armée.

Mais à force d'explications de la part du commandement l'impact a été limité. Malheureusement d'autres gestes dictés par des esprits trop zélés ont failli compromettre la confiance que le Président Kayibanda nourrissait envers son Ministre de la Garde Nationale et de la Police.

Certaines interférences sont intervenues dans la révision du statut des Officiers et des Sous officiers de la Garde Nationale de 1969 en imposant des ajoutes surannées pour ennuyer le ministre de la Garde Nationale et de la Police ce qui suscita des remous qui nécessitèrent une prise de position de la part du Président Kayibanda à l'occasion de la Prestation de serment des Officiers de la 8 e promotion .

Les protestataires s'en prenaient à l'introduction du grade de commandant qui vit les Officiers de la première promotion retardés, sans raison, de 3 ans par rapport à leur chef de promotion. Pourtant le Ministre avait bataillé contre cette insertion mais la vermine avait atteint les rangs de la Garde Nationale que leur influence devint irrésistible.

Cumulé à des nominations notoirement à regret du Ministre ce genre d'agissements paraissaient, aux yeux des cadres et de la troupe, dépasser la borne. Celle-ci fut dépassée lorsque certains des cadres militaires supérieurs furent transférés dans les services civils sans rapports avec leur formation de base.

Alors que les effets de ces éloignements n'étaient pas encore atténués la suppression inopinée de la Police Nationale tombe comme un coup de massue. Le Ministre tente d'expliquer mais incompréhensible !

Pendant ce temps les troubles meurtriers se généralisaient à travers tout le pays et le gouvernement s'opposait à ce que les forces de sécurité interviennent pour les stopper sous prétexte qu'il s'agissait des grèves des étudiants que le parti MDR-Parmehutu se réservait le droit d'apaiser.

Le comble de tout sera la tentative d'attenter à sa vie physique !

Il n'a pas hésité à prendre ses responsabilités pour mettre fin à ces séries de provocations.

Cela se passe dans la nuit du 4 au 5 juillet 1973.

Contrairement aux consignes convenues entre le Président et son Ministre de la Garde Nationale et de la Police des éléments trop zélés se mirent à braver les consignes établies pour les communications entre le Président de la République et son Ministre de la Garde Nationale et de la Police Nationale et Chef d'Etat Major de la Garde Nationale.

x. Ces consignes étaient les suivantes : ***Pour éviter des estafettes trop voyantes il est établi une ligne téléphonique particulière entre les Résidences et les Bureaux des deux autorités .***

Sans exclure les contacts physiques éventuels leurs communications à Kigali passent uniquement par cette liaison.

X .Quand le Président Kayibanda est en dehors de Kigali une liaison Radio fonctionne 24h/24h entre le corps de Garde de Kavumu et l'Etat Major de la Garde Nationale qui est relié par un téléphone de la centrale de l'ETAT MAJOR de la Garde Nationale.

On a glosé sur des scénarios au moment du coup d'Etat : voici en bref comment ça s'est passé : Le Général est rentré de Rambura le soir. Il a demandé à son épouse si le Président ne l'a pas cherché. Madame lui a indiqué que le Président en personne ne l'avait pas cherché mais qu'il y avait des personnes qui sont passés disant qu'ils vous cherchaient de la part du Président. Réalisant que cela n'était pas aux consignes convenues avec le Président, il lui a demandé si le Major Ntibitura alors directeur de la sûreté intérieure ne l'a pas cherché

Madame lui a répondu « Non ». Il s'est mis au lit. Aussitôt au lit les mêmes personnes accompagnées du capitaine Gasake capitaine de semaine au camp Kigali sont revenues. Le capitaine Gasake a toqué à la fenêtre de la chambre à coucher il lui a dit qu'il est accompagné par les personnes envoyées par le Président pour le chercher. Le Général s'est habillé et est sorti leur parler. Ils lui ont dit que le Président veut le voir. Il leur a dit « Dites lui que j'arrive ». Il a dit au capitaine Gasake « Va m'attendre au corps de garde du camp »

D'après ce qu'il nous a dit, il est arrivé chez le Président il a trouvé un groupe de gens assis en demi-cercle. Le Président n'était pas présent mais il est subitement entré pendant que Habyarimana commençait à saluer ceux qu'il trouvait. Il s'est retourné pour saluer militairement le Président. Un de ceux qui étaient assis à l'autre bout du demi-cercle a bondi sur lui. Habyarimana dans une réaction de judo l'a projeté au sol et puis il s'est sauvé pendant que son agresseur avec un pistolet 6,35, peut être, s'est mis à tirer sur lui. Il s'est projeté dans sa voiture garée prête à partir. Son chauffeur a démarré en trompe et à la sortie de la clôture il a ordonné au chef de poste de la garde à l'entrée de ne plus permettre que quelqu'un sorte ou entre encore dans la parcelle. Il lui a promis des renforts tout de suite.

Il s'est dirigé directement au camp Kigali où l'attendait le capitaine Gasake. Il a d'abord confisqué les clés des magasins d'armes et de munitions des unités du camp Kigali.

Il lui a donné celles de son unité en lui donnant ordre d'occuper les points vitaux de la capitale et de l'en informer dès que c'est fait.

Il a appelé le capitaine Sagatwa à qui il a donné mission d'aller aux TELECOMS débrancher les téléphones des ministres et d'appeler le directeur des TELECOMS Mr Thoms Habyarimana afin de le briefer pour que ces numéros ne soient rebranchés à son insu.

Il a ensuite appelé le Commandant de la compagnie PM pour apprêter son unité.

Et puis ce fut mon tour d'être appelé. Le standardiste m'a dit « le Général veut vous voir ici à l'Etat Major »

C'était vers 22h passée. Je me suis habillé. Comme c'était tout près de chez moi je suis venu à pied, la garde à l'entrée de l'Etat Major avait reçu l'ordre de me laisser entrer.

A l'entrée du secrétariat Etat Major l'Offr d'ordonnance m'a invité à déposer mon arme au secrétariat. Je ne l'avais pas. Je me suis dirigé au bureau du Chef d'Etat Major où se trouvait le Général je me suis mis au garde à vous. Il m'a salué avec la main en m'invitant à m'asseoir et m'a raconté ce qui venait de lui arriver et la décision qu'il venait de prendre.

IL m'a dit « Vous reprenez votre ancien bureau G1. Inutile de vous rappeler que désormais notre sécurité va reposer sur vous entant que G1 comme le prévoient les Ordres Permanents d'Etat Major. Vous superviserez le travail de

l'Etat Major avec les Unités pendant que je suis occupé avec les services extérieurs. J'avais chargé mon Officier d'Ordonnance secondé par 5 policiers militaires que vous venez de dépasser à l'entrée de l'Etat Major pour inviter tout Officier qui vient à mon bureau de déposer son arme au secrétariat maintenant cette responsabilité vous incombe. Vous coordonnerez ce travail avec les PM.

Vous réajusterez également le rôle de service au centre de transmission avant le retour du capitaine Sagatwa Officier de transmission à qui j'ai donné une autre mission « Il m'a également dit « proposez moi un Officier de votre confiance à Kanombe à qui nous pouvons ordonner de sonner alerte à Kanombe » .Je lui ai demandé de me permettre de consulter les ordres de bataille de mon bureau. Je suis allé à mon bureau et suis revenu .Je lui ai proposé le capitaine Maniraguha .Il m'a répondu « allez lui dire d' sonner alerte au camp Kanomba »

Je suis revenu dans mon bureau j'ai téléphoné au capitaine Maniraguha et lui ai donné l'ordre .Il a réagi spontanément qu'il ne peut pas sonner l'alerte pendant que le commandant du camp le Major Simba est au camp qui risque de le tuer.

Je suis allé communiquer la réaction au Général.

Il a téléphoné au Major Simba et lui a dit « Je voudrais vous voir ici à l'Etat Major avec les autres Officiers supérieurs N'interférez pas dans les ordres que je viens de donner au capitaine Maniraguha au camp. » Il m'a dit « Allez lui assurer que je viens de régler le problème et demandez lui de vous confirmer : Camp défendu » .Maniraguha m'a confirmé qu'il vient de voir le Major Simba sortir du camp et que lui vient de sonner alerte et que les unités sont en train de se rassembler pour donner des ordres.

Je suis allé en informer le Général et il m'a ordonné de lui proposer un pilote d'hélicoptère expérimenté pour aller chercher à Nyundo le colonel Kanyarengwa afin que lui quia vécu ces événements puisse nous aider à mettre la dernière touche sur ce communiqué que nous devons publier.

Je suis allé réveiller le sous lieutenant pilote Anthère Mugemangango qui habitait dans les appartements de « VENUS ».

Je suis revenu avec lui. Je le lui ai présenté. Il lui a donné les consignes suivants « Dès que vous décollez de l'aéroport vous demandez à la tour de contrôle de le signaler à l'Etat Major et le standardiste aura reçu les consignes qu'il en avise le Major Serubuga. Vous ferez de même à l'atterrissage et au décollage de Nyundo ».

En sortant du bureau du Général j'ai croisé le capitaine Rusatira qui arrivait.

Il est entré au bureau du général et en sortant il m'a appelé en me disant que le général veut un officier pour aller commander la garde chez le Président Kayibanda ,je lui ai suggéré le sous-lieutenant Charles Uwihoreye du Service G2 qui vient de la police militaire .Il est retourné sur ses pas au bureau du

Général et en est sorti en me disant le général est d'accord Uwihoreye habite avec Ndirwami je vais l'envoyer le réveiller.

Je suis resté dans mon bureau en contact avec les unités de la Garde Nationale qui s'impatientsaient pour avoir plus d'amples informations que le télégramme que nous leur avions envoyé.

Entretemps Maniraguha m'a confirmé « Camp défendu » J'ai informé le général.

Je surveillais également le respect de la consigne de déposer les armes au secrétariat .Tout le monde s'est exécuté.

Vers 04h l'hélicoptère amenant le colonel Kanyarengwe a atterri et je suis allé moi-même l'inviter à déposer son arme il a bien compris et a même répliqué que ça devrait se faire chaque fois.

Je l'ai introduit au bureau du général. Ils se sont entretenus pendant plus d'une demi-heure et à la sortie il m'a demandé un véhicule pour aller se mettre en tenue militaire .il est parti et est revenu vers 06h.

Entretemps nous avons élaboré une lettre d'informations aux unités qui fut stencillée et préparée pour être envoyée aux unités .Le capitaine Ntahobali commandant de l'aviation fut chargée d'en organiser la distribution aux unités .Avant de quitter l'Etat Major avec le courrier il reçut l'ordre de ramener de Ruhengeri le Major Ruhashya et de déposer le colonel Kanyarengwe à Murambi chez sa mère malade et de le reprendre au retour de Gabiro.

Vers 08 h les camarades présents à Kigali se concertèrent pour finaliser le texte du communiqué, au cours de cette brève rencontre il fut soulevé le sort à réserver au Président Grégoire Kayibanda compte tenu de ce qu'il a fait pour le peuple rwandais. Cela est dicté par le souci d'éviter que la population ne nous taxe d'ingrat.

L'unanimité fut qu'avant de finaliser le communiqué on s'assure qu'il coopère en acceptant de se mettre en retrait pour permettre aux forces de sécurité de pacifier le pays et seulement dans ce cas il bénéficierait des avantages d'ancien chef d'Etat.

Peu après cette réunion le général a envoyé un messager chez le Président Kayibanda qui rejeta catégoriquement la proposition .L'offre n'ayant pas preneur le CPUN décida d'assumer, pour l'intérêt supérieur du pays ses responsabilités c'est ce qui a retardé l'annonce du communiqué.

Peu avant 10h le communiqué est signé. Deux n'étaient pas présents lors de la signature.

Il fut convenu qu'ils signeront dès qu'ils rejoindront Kigali.

A 10h nous sommes allés au « Salut aux Couleurs » au camp Kigali.

C'est après cette cérémonie qu'on a autorisé les lecteurs de partir à Radio Rwanda.

Après midi le CPUN s'est réuni au bureau du Chef d'EM GN pour étudier le contenu de l'adresse que le Président devait faire à la Nation.

Le lendemain le CPUN s'est réparti la supervision des Ministères et a procédé à la nomination du Procureur de la République.

D'autres nominations de première importance pour encadrer l'activité nationale notamment celles des secrétaires généraux, des Préfets, des ambassadeurs et des directeurs des parastataux.

Suivit ensuite le 01 août 1973 la désignation du premier gouvernement de la deuxième République composé à majorité de civils.

Le CPUN et le nouveau gouvernement entreprirent une tournée dans toutes les Préfectures pour expliquer à la population les raisons qui ont motivé la prise du pouvoir par le Haut commandement de la Garde Nationale.

Au cours de ces rencontres les représentants des forces vives des préfectures exprimèrent leur satisfaction pour le climat instauré après les événements malheureux qui endeuillaient le pays et promirent leur adhésion à l'appel leur lancé de soutenir la paix et l'unité nationale.

A l'issue des tournées le CPUN lança le 4 février 1974 un appel général à la mobilisation pour le développement par le concept de l'Umuganda et de nouveau entreprit d'aller expliquer à la population à travers les tournées dans les Préfectures pour expliquer les objectifs de ce programme et inviter la population à y adhérer

Au cours des interventions les porte-paroles des populations manifestèrent leur disponibilité à s'engager massivement dans ce programme et même suggèrent qu'en plus de cette mobilisation force était de constater la nécessité d'un cadre politique où canaliser leurs aspirations.

Rentré de ces tournées le CPUN fit la synthèse des suggestions qu'il examina avec soin et découvrit qu'il s'agissait du besoin d'un parti politique mais quelques intervenants étaient plus clairs pour déconseiller la politique de plusieurs partis politiques pour eux sources d'anarchie.

Le CPUN entreprit des contacts nécessaires à mettre sur pied un projet à proposer à la population.

Un projet d'un mouvement politique (MRND) fut élaboré et soumis à travers de nouvelles tournées à la population qui amenda le projet et celui-ci fut finalisé et soumis à un congrès provisoire qui, moyennant quelques modifications mineures, adopta les statuts du MNRD le 5 juillet 1975.

Les statuts adoptés il restait à mettre en place les organes de direction du Mouvement à commencer par ceux de la base qui seront complétés le 5 juillet 1976 par la nomination des membres du comité central.

Après la mise en place du cadre politique souhaité le CPUN retourna devant la population cette fois représentée par les nouveaux congrès préfectoraux pour les remercier de leur adhésion aux programmes entrepris depuis les changements intervenus le 5 juillet 1973 et les assurer que comme promis le soir du 5 juillet 1973 que dès que la paix sera une réalité il allait leur proposer un projet de constitution pour permettre le programme de restaurer les institutions étatiques normales. Il leur laissa un projet devant faire objet d'études au niveau de base et faire remonter les suggestions pour élaborer une constitution qui convient à la société rwandaise du moment.

Après le recueil des suggestions des organes de base le CPUN entreprit de nouveau des tournées pour en finaliser la synthèse et le programme proposé pour son adoption.

La campagne achevée est suivie par les élections pour ratifier la constitution et l'élection du Président de la République.

Cette réussite comme les victoires antérieures contre les Inyenzi qui lui avaient valu sa désignation à la tête du Ministère de la Garde Nationale et de la Police Nationale en cumul avec la fonction de Chef d'Etat Major de la Garde Nationale créent des émules qui vont s'imaginer qu'il faut contrer son action en entreprenant sournoisement des actions frisant la contestation et le sabotage.

Certains chargés de mener la campagne électorale pour l'adoption de la constitution ont tenu en cachette un double langage que les bourgmestres des scores médiocres des résultats ont dénoncé au près de leur nouveau ministre. Ce fut le début de la campagne des tracts qui déclenchèrent ce qu'on a appelé « la campagne du coup d'Etat de Lizinde »

L'intervention de la justice mit fin à ce mouvement qui venait de mettre en épreuve le régime du Président Habyarimana qui en sort affaibli.

A l'écoute et fort de son élection massive à la magistrature suprême du pays le Président Habyarimana reprend la main .

Son mandat va s'atteler à harmoniser tous les rouages du pouvoir pour prévenir les écueils source de paralysie de l'activité nationale.

Pour rendre cohérent son souci de doter le pays des institutions étatiques normales il corrige le décalage omis dans l'exécution des clauses de la constitution et prescrit l'élection des députés dans les deux ans suivants la promulgation de la constitution .

Leur mandat sera de deux ans et demi pour coïncider avec la fin du mandat du Président.

Comme dit plus haut sa réussite ne le laisse pas de tout repos.

Les adversaires de tous bords déploient leurs pièges et veulent le coincer sur le plan économique.

L'effet de leurs sabotages eut pour impact la dégringolade des prix des cours des matières premières qu'exportait le Rwanda (le café, le thé et les minerais). Pour les minerais la situation est plus préoccupante car la société SOMIRWA chargée de l'exploitation et de l'exportation se déclare en faillite.

Le Président Juvénal Habyarimana, grâce à sa bonne gouvernance, tient ferme la barque et redresse la situation.

Toutefois son itinéraire continue à être semé d'embûches.

Pendant qu'on croyait que la frontière nord allait connaître une accalmie après le départ du pouvoir en Ouganda d'Idi Amin Dada son tombeur Milton Obote II se lance dans une chasse effrénée des rwandophones qui allait causer des sueurs froides aux autorités rwandaises.

En effet Milton Obote II revenu au pouvoir grâce à la victoire des troupes tanzaniennes sur celles d'Idi Amin Dada revint avec l'intention de se venger sur ceux qui ont collaboré et aidé activement son tombeur. On sait en effet que dans la guerre qui précéda l'arrivée au pouvoir de Milton Obote I les Bafumbira (tutsi du nord de l'Ouganda) soutenaient activement Kabaka Yeka roi de l'Ouganda évincé finalement par Milton Obote mais dont les descendants soutinrent Idi Amin avec la collaboration des Bafumbira (royalistes indémodables)

Son entourage exerce une pression forte pour se débarrasser des rwandophones qui ont activement aidé Idi Amin Dada et ont participé dans les massacres et autres sévices infligés à la population. Indistinctement Milton Obote II ordonne l'expulsion des rwandophones de l'Ouganda (Presque comme Hérode avec les enfants de Jérusalem dans l'espoir de voir Jésus mourir dedans même si comparaison n'est pas raison).

Ce fut une turbulence de plus dont le pouvoir rwandais aurait dû se passer.

Les démarches entreprises par le gouvernement rwandais pour régler la situation s'avèrent vaines parce que Milton Obote II ne veut rien entendre et il ne veut écouter à ce sujet personne.

Le Rwanda saisit les organisations régionales et internationales. Il montre qu'expulser indistinctement les rwandophones de l'Ouganda viole les conventions internationales et que si tel devait être toléré il faudrait qu'on rende aussi la terre qui fut rattachée à l'Ouganda à Berlin avec ces rwandophones. Le message fut entendu par L'ONU qui somma Milton Obote II de suspendre son opération d'expulser les rwandophones, d'accepter de reprendre les éléments expulsés d'identité ougandaise alors que le Rwanda doit accueillir ceux d'identité rwandaise.

Cette position mit fin à cette opération d'expulsion des rwandophones.

Donc les allégations selon lesquelles en 1982 le Rwanda a refusé d'accueillir les réfugiés rwandais sont dénuées de fondement.

Malgré le règlement de ces expulsions la situation des réfugiés rwandais en Ouganda demeure préoccupante avec Milton Obote II car il continue à faire la chasse aux porteurs d'identité rwandaise et à tout réfugié en général.

Devant cette obstination les chefs d'Etats de la CEPGL se concertèrent pour sommer Milton OboteII de clarifier sa position sur la question des réfugiés (Zaïrois,Rwandais et Burundais).Il refusa tout contact.

Devant cette impasse diplomatique ils invitèrent le chef des rebelles qui combattent Milton Obote II qui venait de se voir interdit d'accès à la mer , à leur promettre officiellement que s'ils lui offrent des facilités d'accès à la mer qu'en cas de victoire il s'engage à contribuer à trouver une solution pacifique au problème des réfugiés en Ouganda.

Il s'engagea solennellement devant eux mais plus tard au cœur des combats, acculé par la nécessité de renforts il recourut au renfort de jeunes tutsi et leur promit qu'en cas de victoire il les aiderait à reprendre le pouvoir à Kigali reniant ainsi son premier serment fait aux chefs d'Etats de la CEPGL.

Plus tard interpellé à ce sujet par la presse il répondra qu'il est chef d'Etat et que personne ne peut lui dicter une décision.

Museveni prend le pouvoir en janvier 1986 et surement ses compagnons de lutte lui rappelèrent la promesse leur faite ,personne parmi nous ne connaît la réponse qu'il leur a faite mais précipitamment il s'empresse de visiter le Rwanda et tint le discours qu'on connaît qu'il fait à Butare « Ne craignez aucune attaque à partir de l'Ouganda tant que vous n'attaquerez pas les tutsi au Rwanda » Cette phrase ne variera plus dans ses réponses au Président Habyarimana et à ses nombreux émissaires qu'il lui dépêchera .

Nos foudres de guerre en ont déduit qu'il s'agit d'un gage qu'il donne à ses compagnons de lutte pour qu'il lui cherche un prétexte pour lui permettre de les soutenir donc qu'il lui revient à lui seul d'apprécier quand et comment fournir le soutien.

Si les enquêteurs de l'ONU avaient voulu savoir quand et par qui a préparé la guerre d'octobre et ses suite ils auraient commencé par ce discours.

Il le répétera même dans leur rencontre de Nyagatare en février 1990.

Ce sera la même phrase qu'il donnera aux services secrets américains quand ils tentaient de convaincre le Président Habyarimana de faire le déplacement à Washington au sommet de l'enfance en septembre 1990 lors qu'il manifestait son hésitation à faire le déplacement.

L'année suivant sa victoire 1987 les compagnons de lutte de Museveni créèrent le FPR et surement pour avoir une personnalité civile pour pouvoir traiter avec lui.

Il leur livre toute assistance (facilités d'entraînement, équipement de tout genre et renforts désirés etc..).

C'est pourquoi au niveau de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise nous n'avons cessé d'alerter à temps l'attention du Président Habyarimana sur les foyers de tension qui entraient dans le cas des pièges destinés à fournir un piège à Museveni pour faire pleuvoir sa bourse en faveur de ses compagnons de lutte mais quand nous avons alerté le gouvernement de coalition après que le Président Habyarimana eut cessé ses fonctions de chef d'Etat Major et de Ministre de la Défense Nationale, par l'intermédiaire du nouveau Ministre de la Défense celui-ci nous répondit qu'il s'est fait rabrouer en ces termes : « Arrêtez ces propagandes des soldats de Habyarimana »

Quand nous avons discuté de cette réponse en réunion d'Etat Major les Officiers d'Etat Major m'ont chargé de demander une audience au Chef du Gouvernement bien entendu par la voie du nouveau ministre de la défense qui sentit l'oignon et traîna les pieds au point qu'à mon départ de l'Armée j'attendais depuis trois semaines l'audience. Est ce que mon successeur a été entendu à ma place ? J'en doute !

Depuis 1986 au niveau de l'Armée Rwandaise nous avons la conviction que le danger contre notre pays a changé de direction de provenance.

Nous proposons de réunir les commandants des unités de l'Armée Rwandaise pour leur faire partager cette réalité.

Le Ministre est d'accord et ajoute même d'associer les commandants des unités de la Gendarmerie Nationale.

La réunion se tient à l'école supérieure militaire à Kigali pendant 4 jours et propose un plan quinquenal au gouvernement.

Ce plan comprend plusieurs propositions la principale est de porter les effectifs de l'Armée Rwandaise à dix mille hommes cadres et troupes y comprise (10000).

Les propositions transmises au Ministre de la Défense Nationale furent approuvées mais réparties, vu l'impact budgétaire, en tranches.

Au moment de l'attaque du 01 octobre 1990 la première phase d'exécution était aux 2/3.Ce fut ainsi qu'après l'attaque nous fumes privés des armes et munitions que nous avons commandées et payées en Belgique alors que le 26 septembre en compagnie de notre attaché militaire à Bruxelles le colonel BEM Athanase Gasake nous nous étions rendus à l'usine FN -Herstal pour faire le point de ces commandes ,son directeur commercial nous avait assuré avec copies des autorisations de paiement et d'autorisation d'exportations des autorités belges que tout était prêt à l'embarquement.

De notre côté nous commençons à observer se multiplier des actes de provocations attribuables à l'ennemi principalement un banditisme armé exercé contre la population frontalière.

Le Président Habyarimana s'employait à dénoncer ces actes au près de son homologue ougandais mais ce dernier semble imperméable aux appels de son homologue rwandais et à ceux de ses autres homologues de la région.

Vers fin 1987 le FPR a mis en œuvre ouvertement son plan en lançant des tracts destinés à semer la confusion au niveau du commandement des Forces Armées Rwandaises. Couplés avec des campagnes d'intoxications par des rumeurs interposées ces tracts visent d'abord à brouiller les relations entre le Président chef suprême des Forces Armées Rwandaises avec les principaux responsables des unités d'élites de l'Armée.

Ces tracts dont le Général Kayumba Nyamwasa a reconnu le 27 janvier 2016 l'existence, l'organisation et la circulation étaient ainsi libellés: « On ne peut pas réussir à renverser Habyarimana sans lui priver des principaux soutiens : Il faut dans un premier temps lui priver du colonel Mayuya, du Lieutenant colonel Ndibwami et du Major Rwendeye les colonels Serubuga, Rwagafilita, Rusatira, Sagatwa et Buregeya on s'en occupera dans un deuxième temps »

Ils furent lancés dans le deuxième semestre 1987 et en même temps des actes de sabotages se multiplient dans le pays .Ils attirent l'attention particulière des responsables militaires.

Alors que le Président Habyarimana s'attèle à sensibiliser ses collaborateurs un groupe de militaires de l'unité du colonel Mayuya propage des rumeurs visiblement relayant la campagne de ces tracts.

Des mesures administratives sont prises contre eux mais apparemment le mal est plus profond pour être corrigé seulement par ces mesures superficielles. Un sous Officier chef de poste au camp Kanombe tire sur le colonel Mayuya et l'abat sur le champ .C'est la consternation dans le camp et dans tous les camps des Forces Armées Rwandaises et dans le Pays.

L'enquête menée ne révèle pas beaucoup sur les commanditaires de cet assassinat .La seule identité de ce sous Officiers qui venait de rentrer de stage en Belgique où il avait été signalé avoir entretenu des relations suspectes avec des milieux louches des réfugiés rwandais activistes du FPR sur place a révélé quelques indications sur les soupçons des commanditaires de l'assassins mais ils avaient propagé des propos de diversion pour détourner l'attention de l'opinion .

Le président Habyarimana tente tout pour maintenir intacte la cohésion au tour de lui .L'enterrement du colonel Mayuya a lieu en sa présence et il assure son remplacement à la tête du commandement du camp Kanombe et rassure les autres Officiers visés par ces tracts.

En plus de ces épreuves graves que vit le pays un autre évènement préoccupe le pays : il s'agit d'un flot de jeunes gens qui quittent le pays par le Burundi pour aller suivre l'entraînement militaire en Ouganda .

Lors de leur rencontre à Cyangugu le Président Habyarimana en a parlé à son homologue burundais le Président Buyoya .

Ce dernier qui venait d'arriver au pouvoir promit de surveiller ce mouvement et d'aider son homologue rwandais à en élucider le développement.

Ce mouvement avec le banditisme armé qui sévissait le long de la frontière Ougando-Rwandaise allaient être les points saillants préoccupants dans les relations entre le Rwanda et l'Ouganda.

Ces jeunes qui affluent en Ouganda pour l'entraînement militaire sera la bataille de Troie dans les évènements de 1994 car les éléments recrutés au Rwanda pour ces entraînements, contrairement à ceux recrutés dans les autres pays, reçoivent l'ordre de retourner dans leurs milieux et d'identifier les tutsi de leurs voisinages qui :

- n'envoient pas leurs enfants aux entraînements.
- ne cotisent.
- n'adhèrent pas à l'action du PFR.

Et de donner la liste à leurs recruteurs et d'attendre le moment venu l'ordre d'agir.

Sont ceux-là que les transfuges appellent « le Network ou les Techniciens » et qui à la nouvelle de la chute de l'avion du Président Habyarimana vont fusionner avec toutes les milices des partis politiques de l'époque sous le nom de « Interahamwe » et qui vont mettre le pays à feu et à sang sous la direction de Robert Kajuga beau frère de Paul Kagame.

C'est ici qu'il faut situer toute la responsabilité de notre distraction ! Qui a ordonné la fusion des milices ? Puisqu'au lendemain du 06 avril 1994 on ne parle plus ni des abakombozi, ni des Inkuba, ni des Impuzamugambi et bien entendu pas des miices du FPR etc...

Le Président Habyarimana avait continué à entretenir son homologue de Kampala de sa préoccupation sur la condescendance et l'opacité qui entourait ces actions.

Il semble se heurter à un mutisme mais il insiste pour que le peuple rwandais soit rassuré que ces manœuvres ne cachent pas d'arrière-pensées néfastes pour sa sécurité.

C'est dans ce cadre que se tient la rencontre de Nyagatare en février 1990 qui institua une commission mixte Ougando-Rwandaise dont je conduisais la délégation Rwandaise.

Nous avons pour cette mission sillonné toute la frontière de Kagitumba à Ruhinga (au flanc du volcan Muhabura) et avons recueilli des populations de

part et d'autre de la frontière l'affirmation que ceux qui attaquaient à la frontière provenaient et retournaient en Ouganda.

Les décideurs indécis pourraient peut être prétexter les délais insuffisants pour donner suite aux propositions de notre commission sur les solutions qui auraient mis fin aux tensions à la frontière mais un délai de cinq mois me paraît suffisant pour résoudre ce problème si la volonté politique avait été de la partie.

Entretemps les autorités américaines invitent les chefs d'Etat au sommet de l'enfance à New York qui doit se tenir dans cette ville sous la houlette de l'Onu. Devant la tension grandissante faisant état d'une attaque contre notre pays en provenance de l'Ouganda au niveau de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise nous nous efforçons de dissuader le Président Habyarimana de faire ce déplacement.

Ce qu'apprenant les autorités américaines par les fuites dans nos rangs insistent au près du Président pour qu'il fasse ce déplacement.

Ils lui promettent même, pour le convaincre d'accepter de répondre à l'invitation, de faire faire une évaluation par leurs services techniques, entendez la CIA, pour établir si la situation sécuritaire entre le Rwanda et l'Ouganda a de quoi inquiéter le Rwanda.

Pendant que le Président consulte ses collaborateurs pour s'assurer s'il doit effectuer ce déplacement ou non le rapport des services américains tombe en excluant toute inquiétude à notre frontière du Nord.

L'étonnant était que ce rapport reprenait dans son argumentaire l'assurance leur donnée par le Président Museveni répétant les termes de son discours de Butare.

Finalement le Président Habyarimana céda à l'insistance des autorités américaines et fit le déplacement mais quel ne fut son étonnement quand le 01 octobre 1990 à Washington il annonça à son guide américain que son pays vient d'être attaqué par les éléments de l'Armée ougandaise celui-ci alla en informer sa hiérarchie et revint en lui répondant, sans aucun mot d'empathie, que s'il demandait l'asile politique le secrétariat d'Etat examinerait favorablement la demande.

De l'attaque du 01 octobre et des débuts de la guerre d'octobre .

Le 01 octobre 1990 vers 10h00 , à l'heure d'écoute générale des stations radio de l'Armée Rwandaise , toutes les stations attendaient ,dans l'ordre normal de préséance , leur tour pour écouler leurs trafics , l'opérateur radio du détachement de Kagitumba , sans attendre son tour, improvisa une communication en clair (sans code) en ces termes « Notre détachement est attaqué par beaucoup de militaires ugandais , le chef de détachement et les hommes qui l'accompagnaient pour voir la raison de la présence de ces militaires ugandais au pont sont abattus ainsi que les hommes de garde ici au PC, je sabote la radio et je cours dans la brousse , trafic terminé out ».

Toutes les stations radio de l'armée rwandaise ont capté cette communication qu'elles tentèrent de répercuter à la station directrice (L'Etat Major) jusqu'à ce que celle-ci les rassure qu'elle l'a captée et rétablisse la discipline dans le réseau.

Les Officiers de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise étaient en réunion hebdomadaire, le chef des transmissions à l'Etat Major vint les en informer.

Pendant que le commandant de la compagnie de la Cie Mutara ,le major Hakizimana Stanislas, téléphonait pour aviser et informer qu'il venait de charger sa station radio d'un message y relatif, il signalait son départ avec son unité et il demandait en même temps des renforts car il ne laissait dans son PC que le strict nécessaire pour garder les familles et les installations.

Selon les consignes que m'avait laissées le Président avant son départ, j'ai porté l'information à la connaissance de son secrétaire particulier, le Colonel Sagatwa, pour qu'il en informe le Président. Sagatwa est venu personnellement à l'Etat Major de l'Armée Rwandaise prendre copie du message reçu de la compagnie Mutara pour le faxer au Président.

Vers 11h00, le colonel Sagatwa me téléphona pour m'aviser que le Président venait d'être informé et qu'il (le Président) allait me téléphoner d'un moment à l'autre pour avoir amples détails et l'évolution de la situation et pour connaître les mesures prise par l'Etat Major.

Sagatwa m'a également transmis l'ordre du Président de mettre en application le plan opérationnel de la défense du territoire en renforçant le secteur Mutara. Vers 13h00, le Président m'a téléphoné. Je lui fournis les informations récentes sur l'évolution de la situation à la frontière et lui fit part des mesures déjà prises au niveau de l'Etat Major .

Il me rappela les points importants dont l'Etat Major doit exiger l'exécution rigoureuse.

Il me donna rendez vous vers 17h00 pour une nouvelle évaluation de la situation.

Vers 16h45, il m'a de nouveau appelé ; je l'ai informé de l'arrivée dans le secteur des renforts que nous avons envoyés.

A 20h00, le commandant du secteur installé à Ntoma, le lieutenant colonel Phineas Munyarugarama, informa l'Etat Major que des éléments de reconnaissance qu'il avait envoyés vers l'avant pour établir un contact avec la compagnie Mutara partie à la fin de l'avant midi sont tombés dans des embuscades et encerclés par le FPR.

L'information fut envoyée au Président par son secrétaire particulier.

A 21h00, le Président me téléphona, je lui fis part de cette grave situation - l'encerclement des éléments de reconnaissance et l'absence à l'appel de la compagnie Mutara - ; il me prescrivit des ordres à transmettre au

commandant du secteur afin d'éviter que son dispositif ne soit à son tour encerclé.

Il prescrivit à l'aviation des patrouilles de nuit afin de profiter des instruments de vision nocturne pour surveiller les mouvements et les positions du FPR, au besoin, l'engager par le feu afin de neutraliser sa progression.

Le matin du 02 octobre 1990 vers 06h45, le commandant du secteur signala être seulement en contact radio avec ses éléments toujours encerclé et avoir été en contact avec les patrouilles de reconnaissance de l'aviation qui lui ont situé sur carte la zone où l'ennemi a été vu évoluer pendant la nuit.

Vers 08h00 le Président m' appela, je lui donnai les derniers développements sans grand changement par rapport à la nuit, il m'informa qu'il revient et m'ordonna de continuer des initiatives tendant à dégager nos hommes.

Vers 09h45, le commandant du secteur Mutara nous informa que les éléments de reconnaissance qui étaient encerclés ont pu se dégager et venaient de rejoindre le PC établi à Ntoma. Immédiatement j'en informai le secrétaire particulier du Président pour qu'il en informe le Président .

A 10h30, le Président m' appela, je lui confirmai l'information en lui précisant toutefois que la compagnie Mutara manque toujours, je lui signalai également l'information que nous venions de recevoir selon laquelle le FPR se rendant compte que la plupart des unités de Kigali sont engagées dans le Mutara, il va attaquer la capitale supposée faiblement défendue.

Il me répondit que quoiqu'il en soit il a décidé de revenir ; Il m'ordonna en outre de réunir l'Etat Major pour évaluer la probabilité de cette information sur l'attaque de Kigali et d'en arrêter les parades à lui proposer à son arrivée. Vers 19h30, il me téléphona pour avoir les dernières informations et pour me confirmer qu'il quitte les Etats Unis ce soir. Il me dit que dès son arrivée à Bruxelles il allait m'appeler.

Le matin du 03 octobre 1990, il m'appela de Bruxelles, je lui confirmai toujours l'absence de la compagnie Mutara, l'exécution des patrouilles de l'aviation et des unités au sol ainsi que la persistance de l'information sur l'attaque de Kigali.

Le 03 21h00 octobre 1990, il atterrit à Kanombe et à 23h00 il réunit à l'Etat Major de l'Armée Rwandaise, les deux Etats Majors au tour de son chef de cabinet au Ministère de la Défense Nationale le colonel Rusatira.

Le Président était resté par ailleurs en contact avec ses autres collaborateurs (Chef de Cabinet Minadef etc ..) tenus régulièrement au courant de l'évolution de la situation à Kagitumba.

Après la réunion du 03 octobre 1990, l'Etat Major prit les décisions suivantes:

- Défendre le carrefour de Kayonza avec deux bataillons dont le bataillon Cdo Huye et un bataillon du CI Bugesera (Bn E. Habyarimana).

- Retirer les unités qui font face au FPR sur l'axe Gabiro-Kagitumba à hauteur de Ntoma et les faire emprunter à partir de Kiramuruzi la voie de Rwesero afin d'éviter des difficultés de la traversée de nos lignes à Kayonza; elles participeront à la défense de la Capitale.
- Pilonner par les hélicoptères de combat la logistique du FPR signalée à Kagitumba et environs par les patrouilles de reconnaissances aériennes.
- Autoriser l'itinéraire violant un territoire voisin pour cette opération (cfr interview Major pilote Jacques Kanyamibwa)

Le 04 octobre 1990 vers 11h00, le Président Habyarimana m'appelle pour m'informer qu'il venait de recevoir de son chef de cabinet le Colonel Rusatira, l'information selon laquelle Kigali va être attaqué ce soir.

Selon le Président Habyarimana, le colonel Rusatira tenait lui aussi l'information de l'ambassade des Etats Unis d'Amérique à Kigali.

Le Président me chargea de convoquer les commandants des unités de la capitale pour les en informer et arrêter avec eux les parades.

Nous nous réunissons à l'Etat Major de l'Armée Rwandaise vers 14h00 et au cours de la réunion, le Président me téléphone pour s'assurer d'abord si j'avais tenu, comme prescrit, la réunion et pour m'informer que l'information que lui avait donnée le colonel Rusatira vient de lui être personnellement confirmée par l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique à Kigali

Il insiste pour que les commandants d'unités donnent des consignes strictes et qu'ils tiennent leurs hommes sous contrôle afin d'éviter la panique et la confusion.

Après la réunion, les commandants d'unités retournent dans leurs unités pour donner des ordres nécessaires.

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1990 vers 02h00, des hommes qui consommaient au Café Impala commencent à tirer sur le camp Kigali, sur l'ESM et sur la résidence du Ministre Charles Nyandwi.

Simultanément des tirs d'armes automatiques se font entendre à partir de l'hôpital de Kigali, de l'Hôtel des diplomates et de l'Eglise épiscopale de Biryogo. Et partout dans la ville de Kigali des rafales d'armes automatiques et des obus de roquettes se font entendre.

Malheureusement certains de nos militaires qui n'étaient pas présents au moment où leurs commandants ont donné des ordres ont riposté anarchiquement sans voir l'ennemi sur qui ils tiraient.

Les commandants d'unités parvinrent à remettre l'ordre dans leurs dispositifs et comme il faisait déjà jour les assaillants avaient eux aussi cessé les tirs qu'ils reprendront sporadiquement dans la nuit du 05 au 06 octobre 1990.

Parmi les consignes convenues avec les commandants d'unités, il avait été décidé de ne pas poursuivre l'ennemi en dehors des positions de défense des

camps. Il avait été convenu à nos hommes que si l'on voit l'ennemi, toutes nos armes sont capables de l'abattre sans se déplacer.

Cette consigne visait à éviter l'exemple de la prise de Kampala par Museveni grâce aux zamu et domestiques pendant que les troupes d'Okello étaient enlisées dans les escarmouches en périphérie de la capitale contre les éléments de diversion.

Pendant que les FAR aidées des contingents amis (belge, Français et Zaïrois) volés à notre secours s'attèlent à rétablir l'ordre et la sécurité une rumeur se répand et enfle parmi la population sur la présence éventuels d'éléments auteurs de ces tirs infiltrés qui se cacheraient dans certains quartiers de Kigali.

Le Président de la République réunit son gouvernement et tous les Préfets des Préfectures le 06 octobre 1990 pour arrêter la gestion de cette crise.

La réunion décida deux mesures importantes : la création d'une commission ministérielle composée des Ministres de la justice(Président), celui de l'intérieur, celui de la défense nationale et le secrétaire général du service central de renseignements pour désamorcer la tension parmi la population qui risquait de se faire justice en s'attaquant aux complices supposés de l'ennemi ; la deuxième décision est d'accorder les moyens nécessaires à l'Armée pour poursuivre les combats contre l'envahisseur.

La commission ministérielle constitua en son sein un comité d'exécution présidé par le procureur général près la cour de sûreté de l'Etat, Monsieur Alphonse Marie Nkubito, qui se joignit à son tour le procureur de la République près le conseil de guerre, Monsieur F.X. Nsanzuwera, devenu vice-Président de FIDH avant de servir comme expert du TPIR ; le comité comprenait bien entendu un représentant du ministre de l'intérieur, un représentant du ministre de la défense nationale (le Major Gd N Karangwa), plus un représentant du secrétaire général du service central de renseignements .

C'est ce comité qui procéda à l'arrestation des 8000 complices supposés dont il assumait toute la dimension de la légalité de cette opération et surtout la sécurité de ces personnes.

Sur l'initiative du représentant du ministre de la défense nationale le comité orienta, à l'insu du Chef d'Etat Major, les premières personnes arrêtées au camp militaire de Kigali ; mis devant un fait accompli le commandant du camp Kigali, le lieutenant colonel Denys Nkizinkiko, ancien de l'ex-police nationale, connaisseur de la législation en matière d'arrestation, protesta, par l'envoi d'un message radio, en évoquant que le camp Kigali n'a pas vocation à héberger des détenus civils pour lesquels il n'a par ailleurs pas d'infrastructures à cet effet et en soulignant que ces personnes sont menacées par les familles des militaires au front ; comme il avait réservé une copie au ministre de la défense Nationale celui-ci réagit en confiant, sous la supervision de la commission, la garde et la sécurité physique de ces personnes au commandant de l'école supérieure militaire à qui il ordonna de les évacuer des installations militaires ;

le commandant de l'école supérieure militaire le Colonel Bonaventure Buregeya les évacua du camp Kigali et les regroupa au stade régional de Nyamirambo.

Après avoir évalué la situation sécuritaire dans le pays en constatant que l'ordre et la sécurité reviennent petit à petit et que la commission ministérielle est à l'œuvre pour désamorcer la tension parmi la population le gouvernement intima, le 07 octobre 1990, à l'Armée Rwandaise l'ordre de reprendre l'offensive sur l'axe Kayonza-Gabiro – Kagitumba avec les deux bataillons qui défendaient le carrefour de Kayonza plus un bataillon zaïrois et un escadron de reconnaissance sous le commandement du Général zaïrois Mayele. Ce dernier sera retiré précipitamment avec son contingent du front pour des raisons plus diplomatiques que tactiques.

Le retrait du contingent zaïrois nécessita de remplacer à la tête du commandement du secteur opérationnel de Gabiro le général Mayele et son bataillon.

Pour ce faire, l'Etat Major de l'Armée Rwandaise dut fusionner les compagnies de Gitarama, celle de Cyangugu et celle de Kibuye en bataillon Gitarama sous les ordres du Lieutenant Colonel Innocent Rwanyagasore alors commandant de la compagnie Gitarama qui, arrivé sur le front, devint l'officier le plus ancien en grade et reprit le commandement de ce secteur.

Les retards et les lenteurs rencontrés dans la mise en place de ce dispositif faillirent offrir à l'ennemi l'avantage du terrain, ce qui obligea l'Etat Major de l'Armée Rwandaise à réviser son plan, pour reprendre la situation en mains ; il restructura les éléments de ce commandement en injectant des unités plus fraîches et un commandement qui a déjà suivi les manœuvres de l'ennemi sur le terrain ; il injecta en outre le bataillon commando de Ruhengeri et confia le commandement au Major BEMS Rwendeye qui, jusqu'alors, servait de S3 de ce secteur ; ce dernier réorganisa sans tarder les unités sous son commandement et contrattaqua avec succès le FPR retranché dans les cols de Nyakayaga-Rwagitima et fort de ce succès, poursuivit sa lancée jusqu'à la reconquête du camp Gabiro, facilitée par le succès de l'embuscade de Ryabega tendue par le commandement opérationnel de Ngarama du Colonel BEM Nsabimana.

Grisés par les succès de Nyagatare le 19 octobre, celui de Ryabega le 23 octobre et de Gabiro le 26 octobre 1990, les deux commandements vont faire jonction à Ntoma où j'eus le privilège de présider, accompagné des officiers de l'Etat Major de l'Armée Rwandaise, la réunion des deux commandants de secteurs (Colonel BEM Nsabimana et Major BEMS Rwendeye) et de leurs Etats Majors le 30 octobre 1990 à 08h00, qui, après avoir fait le point de la situation, décida l'objectif prioritaire de reprendre la frontière de Kagitumba ainsi que des autres actions à entreprendre en cas de succès.

Comme l'ont décrit dans les chansons les chanteurs, l'Armée Rwandaise livra des combats acharnés mais chaque fois victorieux respectivement à Nyakayaga, à Muvumba, à Mimuli, à Gabiro, à Nyagatare et à Ryabega dont le succès spectaculaire de l'embuscade permit la jonction des commandements opérationnels de Ngarama sous les ordres du colonel BEM Nsabimana et celui

de Gabiro sous les ordres du major BEMS Rwendeye avant de se rétablir à Ntoma pour lancer dans la foulée la reconquête de Kagitumba le 30 octobre 1990; cette reconquête sera suivie par d'autres combats féroces pour la maîtrise du parc de l'Akagera où s'étaient repliés les éléments du FPR délogés de Gabiro; leurs défaites cuisantes à Namuhemura et dans la région de Twinsure avaient anéanti leur résistance.

Ils se regroupèrent et se réorganisèrent en Ouganda avant de reprendre la guerre cette fois sous forme de guérilla en élargissant d'abord le front par l'ouverture d'un nouveau front face à Byumba et puis par un troisième dans Ruhengeri.

Nous avons connu plusieurs phases dans la conduite de la guerre qu'il serait fastidieux de les reprendre ici.

En plus du Mutara le FPR a attaqué dans le secteur de Byumba et dans celui de Ruhengeri.

Nous avons difficilement contenu et annihilé ses attaques mais fin 1991 nous le tenons en respect à la frontière Ougando-Rwandaise malgré ses incursions répétées contre les populations frontalières.

Toutefois la guerre va basculer à cause de notre incapacité à gérer correctement l'avènement du multipartisme que certains acteurs vont prendre comme champ de bataille meurtrier alors que les agents de l'adversaire eux exploitent ingénieusement cette phase décisive pour annihiler toute résistance de notre côté .

En effet alors que sous la pression de la communauté internationale le Président Habyarimana s'inscrit activement dans la mouvance démocratique et s'emploie à la traduire dans les faits ses adversaires internes eux se considèrent en guerre physique et jurent ,les actes à l'appui , à sa perte physique en oubliant la sécurité générale du pays et même la leur jusqu' à pactiser avec celui qui sème la désolation parmi leurs concitoyens.

L'Armée contient les assaillants et les tient en respect à la frontière ougando-rwandaise pendant que la Gendarmerie Nationale jugule les foyers de tension ici et là visant à donner prétexte à Museveni que les tutsi sont persécutés au Rwanda mais notre camp rate l'occasion de jouer l'unité d'action puisque ,pendant que le Président Habyarimana ,sur pression de la communauté internationale s'inscrit totalement dans la mouvance du multipartisme ,ses adversaires internes eux veulent jouer solo et se jettent ,sans s'en rendre compte, dans les griffes de l'envahisseur qui va les manipuler pour annihiler toute action coordonnée contre lui .Ils iront jusqu'à pactiser avec lui et à signer des pactes de coopération contre leur partenaire dans le gouvernement qu'ils président .

Le Président Habyarimana transcende ces dévoiements en privilégiant tout ce qui contribue à la promotion d'une démocratie épanouie mais c'était sans compter sur les stratèges de l'envahisseur qui conscients qu'il fallait élargir le fossé entre les acteurs contre eux doivent accentuer la division et les dérives

de leur opposition en augmentant la pression sur le Président Habyarimana afin qu'il ne relâche pas sa détermination mais en annihilant la conviction de ses adversaires et leur donner ainsi l'illusion apparente d'une démocratie en marche.

Le Président Habyarimana acceptera même d'aller signer les accords d'Arusha négociés sans sa participation active .Il les signe en position minoritaire mais comme on dit- à toute chose malheur est bon- l'assassinat du Président burundais Melchior Ndadaye démocratiquement élu ramène les brebis galeuses au bercail et le rapport des forces change en faveur de la mouvance présidentielle. Cela parut comme un affront aux supporters de l'envahisseur qui ,pour laver leur affront , recourent à la solution fatale en donnant ordre de commettre l'irréparable dans la soirée du 06 avril 1994.

Ils nous arrachèrent un mari, un père, un frère, un ami, un chef, le Rwanda perdit celui qui, toute sa vie durant, avait fait de la paix des Rwandais sa raison de vivre.